

États financiers consolidés non audités

THOMSON REUTERS CORPORATION ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET (non audité)

		Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Note	2024	2023	2024	2023
ACTIVITÉS POURSUIVIES					
Produits des activités ordinaires	2	1 740	1 647	3 625	3 385
Charges d'exploitation	5	(1 090)	(990)	(2 171)	(2 064)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(29)	(29)	(57)	(59)
Dotation aux amortissements des logiciels		(154)	(127)	(307)	(245)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(23)	(23)	(48)	(48)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	6	(29)	347	(70)	364
Bénéfice d'exploitation		415	825	972	1 333
Charges financières, montant net					
Charge d'intérêts, montant net	7	(36)	(34)	(76)	(89)
Autres produits (charges) financiers	7	2	(102)	24	(192)
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		381	689	920	1 052
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	61	419	53	989
Produit (charge) d'impôt	9	402	(219)	335	(415)
Bénéfice lié aux activités poursuivies		844	889	1 308	1 626
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt		(3)	5	11	24
Bénéfice net		841	894	1 319	1 650
Bénéfice (perte) attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires		841	894	1 322	1 650
Participations ne donnant pas le contrôle		—	—	(3)	—
Résultat par action	10				
Résultat de base par action :					
Lié aux activités poursuivies		1,87 \$	1,89 \$	2,90 \$	3,44 \$
Lié aux activités abandonnées		(0,01)	0,01	0,02	0,05
Résultat de base par action		1,86 \$	1,90 \$	2,92 \$	3,49 \$
Résultat dilué par action :					
Lié aux activités poursuivies		1,87 \$	1,89 \$	2,89 \$	3,43 \$
Lié aux activités abandonnées		(0,01)	0,01	0,03	0,06
Résultat dilué par action		1,86 \$	1,90 \$	2,92 \$	3,49 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Note	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
		2024	2023	2024	2023
Bénéfice net		841	894	1 319	1 650
Autres éléments du résultat global					
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :					
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	7	12	(23)	42	(25)
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		(12)	21	(33)	20
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		(16)	82	(87)	151
		(16)	80	(78)	146
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :					
Ajustements de juste valeur des actifs financiers	11	8	7	9	6
Charge d'impôt liée à l'ajustement de juste valeur des actifs financiers		(2)	-	(2)	-
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(5)	10	12	15
Charge d'impôt liée à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(2)	(3)	(6)	(4)
		(1)	14	13	17
Autres éléments du résultat global		(17)	94	(65)	163
Résultat global		824	988	1 254	1 813
Résultat global de la période attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires					
Activités poursuivies		827	983	1 251	1 789
Activités abandonnées		(3)	5	11	24
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	(8)	-
Résultat global		824	988	1 254	1 813

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		30 juin	31 décembre
(en millions de dollars américains)	Note	2024	2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	1 682	1 298
Créances clients et autres créances d'exploitation		1 093	1 122
Autres actifs financiers	11	17	66
Charges payées d'avance et autres actifs courants		474	435
Actifs courants		3 266	2 921
Immobilisations corporelles, montant net		436	447
Logiciels, montant net		1 473	1 236
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net		3 184	3 165
Goodwill		7 298	6 719
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	230	2 030
Autres actifs financiers	11	419	444
Autres actifs non courants	12	620	618
Actifs d'impôt différé		1 452	1 104
Total de l'actif		18 378	18 684
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dette courante	11	1 264	372
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	13	1 027	1 114
Passifs d'impôt exigible		325	248
Produits différés		1 024	992
Autres passifs financiers	11	88	507
Passifs courants		3 728	3 233
Dette à long terme	11	1 846	2 905
Provisions et autres passifs non courants	14	678	692
Autres passifs financiers	11	247	237
Passifs d'impôt différé		263	553
Total du passif		6 762	7 620
Capitaux propres			
Capital-actions	15	3 423	3 405
Résultats non distribués		9 280	8 680
Cumul des autres éléments du résultat global		(1 087)	(1 021)
Total des capitaux propres		11 616	11 064
Total du passif et des capitaux propres		18 378	18 684

Éventualités (note 18)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
(en millions de dollars américains)	Note	2024	2023	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux :					
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Bénéfice lié aux activités poursuivies		844	889	1 308	1 626
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		29	29	57	59
Dotation aux amortissements des logiciels		154	127	307	245
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		23	23	48	48
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(61)	(419)	(53)	(989)
Pertes (profits) nets à la cession d'entreprises et de placements		3	(348)	4	(347)
Impôt différé		(545)	9	(695)	(118)
Autres	16	70	146	117	277
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	16	189	240	46	160
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies					
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		(1)	(1)	(2)	1
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation					
7056951 137962					
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	17	(19)	(33)	(455)	(523)
Produit des (paiements sur) cessions d'entreprises et de placements		-	418	(4)	418
Produit tiré de la vente d'actions de LSEG	8	610	1 583	1 854	3 876
Dépenses d'investissement		(152)	(127)	(297)	(267)
Autres activités d'investissement	8	6	45	6	68
Impôt payé sur la vente d'actions de LSEG et les cessions d'entreprises		(121)	(252)	(137)	(270)
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies					
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités abandonnées		-	(1)	-	(1)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement					
3241 6339673 301					
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursements sur la dette		-	-	(48)	-
(Remboursements) emprunts aux termes des facilités d'emprunt à court terme, montant net	11	(703)	1 132	(139)	771
Paiements au titre du capital des contrats de location		(16)	(15)	(31)	(31)
Paiements au titre du remboursement de capital sur les actions ordinaires		-	(2 045)	-	(2 045)
Rachats d'actions ordinaires	15	(287)	-	(639)	(718)
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(2)	(2)	(3)	(3)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	15	(235)	(230)	(472)	(454)
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	17	(4)	-	(384)	-
Autres activités de financement		2	-	1	5
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement					
Écarts de conversion		(3)	-	(5)	1
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
2191 1683841 789					
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période					
1 9011 6901 2981 069					
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période					
1 6822 8581 6822 858					
Se reporter à la note 16 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.					
Intérêts payés, déduction faite des couvertures liées à la dette		(59)	(76)	(84)	(102)
Intérêts reçus		17	16	30	24
Impôt sur le résultat payé	16	(170)	(278)	(283)	(378)

Les intérêts reçus et payés sont pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle (voir la note 17)	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	1 901	1 504	3 405	8 680	21	(1 042)	(1 021)	11 064	-	11 064
Bénéfice net	-	-	-	1 322	-	-	-	1 322	(3)	1 319
Autres éléments du résultat global	-	-	-	6	16	(82)	(66)	(60)	(5)	(65)
Résultat global	-	-	-	1 328	16	(82)	(66)	1 262	(8)	1 254
Participations ne donnant pas le contrôle à l'acquisition de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	388	388
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(4)	-	-	-	(4)	(380)	(384)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(3)	-	-	-	(3)	-	(3)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(487)	-	-	-	(487)	-	(487)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	15	-	15	-	-	-	-	15	-	15
Rachats d'actions ordinaires (note 15)	(18)	-	(18)	(234)	-	-	-	(252)	-	(252)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	108	(87)	21	-	-	-	-	21	-	21
Solde au 30 juin 2024	2 006	1 417	3 423	9 280	37	(1 124)	(1 087)	11 616	-	11 616

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	3 864	1 534	5 398	7 642	17	(1 172)	(1 155)	11 885	-	11 885
Bénéfice net	-	-	-	1 650	-	-	-	1 650	-	1 650
Autres éléments du résultat global	-	-	-	11	1	151	152	163	-	163
Résultat global	-	-	-	1 661	1	151	152	1 813	-	1 813
Remboursement de capital sur les actions ordinaires	(2 107)	60	(2 047)	-	-	-	-	(2 047)	-	(2 047)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(3)	-	-	-	(3)	-	(3)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(462)	-	-	-	(462)	-	(462)
Actions émises aux termes du RRD	8	-	8	-	-	-	-	8	-	8
Rachats d'actions ordinaires (note 15)	2	-	2	(2)	-	-	-	-	-	-
Régimes de rémunération fondée sur des actions	109	(102)	7	-	-	-	-	7	-	7
Solde au 30 juin 2023	1 876	1 492	3 368	8 836	18	(1 021)	(1 003)	11 201	-	11 201

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes (non audité)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description générale de l'entreprise et base de présentation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation (la « société » ou « Thomson Reuters ») est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada) dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à la Bourse de New York (« NYSE ») et dont les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX. La société propose des services à des professionnels dans les secteurs du droit, de la fiscalité, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Ses produits allient des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance.

Le comité d'audit du conseil d'administration de la société a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») le 31 juillet 2024.

Base de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à certaines estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 décrit les domaines particulièrement complexes et faisant intervenir une part importante de jugement ainsi que ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés.

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique caractérisé par l'incertitude, qui reflète les risques géopolitiques actuels, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation, entre autres facteurs. Bien que la société suive de près ces conditions afin d'évaluer les répercussions potentielles sur ses secteurs d'activité, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, qui sont présentés dans le rapport annuel 2023 de la société.

Dans les présents états financiers, le symbole « \$ » désigne le dollar américain, le symbole « \$ CA », le dollar canadien, le symbole « £ », la livre sterling et le code « SEK », la couronne suédoise.

Récentes prises de position comptables

IAS 21, Effets des variations des cours des monnaies étrangères

En août 2023, l'IASB a modifié IAS 21 de manière à inclure des indications sur la manière de déterminer un taux de change pour convertir des transactions et des états financiers libellés ou présentés dans une monnaie qui ne peut être convertie en d'autres monnaies. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. La société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

IFRS 18, États financiers : Présentation et informations à fournir

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18, qui remplacera IAS 1, *Présentation des états financiers*, et entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. IFRS 18 modifiera la présentation des états financiers de la société et ajoutera de nouvelles obligations d'information à fournir. Plus précisément, la nouvelle norme exige ce qui suit :

- L'état consolidé du résultat net devra être structuré en fonction des catégories exploitation, investissement et financement, et inclure des totaux partiels additionnels correspondant au résultat d'exploitation et au résultat avant financement et impôt sur le résultat;

- Les mesures de performance définies par la direction, qui représentent certaines des mesures non conformes aux IFRS de la société, devront être identifiées et définies et une explication de leur utilité devra être fournie. Chaque mesure de performance définie par la direction devra faire l'objet d'un rapprochement avec le total partiel correspondant à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable. Toutes les informations fournies au sujet des mesures de performance définies par la direction devront être présentées dans une seule note des états financiers consolidés;
- Des indications plus exhaustives concernant le regroupement ou la ventilation de l'information financière liée aux montants présentés dans les états financiers devront être appliquées.

La société évalue actuellement l'incidence d'IFRS 18 sur ses informations à fournir.

Modifications d'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*

Des modifications ont été publiées afin d'assurer la conformité de la présentation du tableau des flux de trésorerie préparé selon la méthode indirecte aux modifications devant être apportées à l'état du résultat net aux termes d'IFRS 18.

IFRS 18 et les modifications d'IAS 7 portent sur les informations à fournir et n'auront aucune incidence sur les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la société.

Modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7, *Modifications au classement et à l'évaluation des instruments financiers*

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9, *Instruments financiers*, et à IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*. Les modifications prévoient :

- un choix permettant la décomptabilisation des passifs financiers qui sont réglés par le biais d'un système de paiement électronique avant la date de règlement réelle, si certaines conditions sont remplies;
- des informations supplémentaires à fournir sur a) les placements dans des instruments de capitaux propres et b) les passifs financiers qui présentent des caractéristiques non liées au risque qui se rattache à un prêt de base, comme l'atteinte de cibles de développement durable, qui pourraient avoir une incidence sur les flux de trésorerie de ces passifs.

Les modifications s'appliquent aux périodes de déclaration ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2026. La société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers et les informations à fournir.

Les autres prises de position publiées par l'IASB et l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ne s'appliquent pas à la société et n'ont aucune incidence pour elle.

Note 2 : Produits des activités ordinaires

Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter (se reporter à la note 3).

Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/arrondissement		Total	
Trimestres clos les 30 juin	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Récurrents	702	667	382	340	179	167	164	155	-	-	(7)	(6)	1 420	1 323
Transactions	25	38	60	52	71	62	41	39	-	-	-	-	197	191
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	123	133	-	-	123	133
Total	727	705	442	392	250	229	205	194	123	133	(7)	(6)	1 740	1 647

Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/arrondissement		Total	
Semestres clos les 30 juin	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Récurrents	1 400	1 339	752	666	378	343	328	310	-	-	(12)	(12)	2 846	2 646
Transactions	48	80	197	161	200	168	87	59	-	-	-	-	532	468
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	247	271	-	-	247	271
Total	1 448	1 419	949	827	578	511	415	369	247	271	(12)	(12)	3 625	3 385

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
Trimestres clos les 30 juin	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
États-Unis	585	570	338	315	185	169	50	44	96	99	(7)	(6)	1 247	1 191
Canada (pays de résidence)	26	20	3	4	12	11	2	2	10	17	-	-	53	54
Autres	8	8	23	19	39	36	2	2	3	3	-	-	75	68
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	619	598	364	338	236	216	54	48	109	119	(7)	(6)	1 375	1 313
Royaume-Uni	67	62	37	29	7	8	107	103	7	8	-	-	225	210
Autres	11	16	28	13	2	-	31	30	2	2	-	-	74	61
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	78	78	65	42	9	8	138	133	9	10	-	-	299	271
Asie-Pacifique	30	29	13	12	5	5	13	13	5	4	-	-	66	63
Total	727	705	442	392	250	229	205	194	123	133	(7)	(6)	1 740	1 647

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
Semestres clos les 30 juin	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
États-Unis	1 171	1 153	729	666	450	396	112	74	191	204	(12)	(12)	2 641	2 481
Canada (pays de résidence)	49	40	8	8	25	23	3	3	20	30	-	-	105	104
Autres	15	15	49	38	77	69	4	4	6	7	-	-	151	133
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	1 235	1 208	786	712	552	488	119	81	217	241	(12)	(12)	2 897	2 718
Royaume-Uni	133	130	71	58	14	13	212	205	16	16	-	-	446	422
Autres	21	25	63	30	3	-	59	57	3	3	-	-	149	115
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	154	155	134	88	17	13	271	262	19	19	-	-	595	537
Asie-Pacifique	59	56	29	27	9	10	25	26	11	11	-	-	133	130
Total	1 448	1 419	949	827	578	511	415	369	247	271	(12)	(12)	3 625	3 385

La société a révisé sa présentation pour 2023 afin de corriger des erreurs de classement non significatives, qui n'ont pas eu d'incidence sur le total des produits sectoriels ni sur le total des produits des activités ordinaires consolidés.

Note 3 : Information sectorielle

La société comporte cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées. Les secteurs offrent des produits et des services à une clientèle cible, comme il est expliqué ci-dessous.

Professionnels du droit

Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales propulsés par des technologies de pointe, notamment l'intelligence artificielle (IA) générative. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés

Le secteur Grandes sociétés propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu, notamment l'IA générative, en offrant des solutions intégrées de gestion des processus conçues pour aider les clients à mettre en œuvre leur transformation numérique et à atteindre leurs objectifs commerciaux.

Fiscalité et comptabilité

Le secteur Fiscalité et comptabilité propose aux professionnels en fiscalité, en audit et en comptabilité des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux automatisés propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative.

Reuters News

Le secteur Reuters News fournit aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier, des services de nouvelles économiques, financières et internationales par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events et des produits de Thomson Reuters; il fournit également de tels services aux professionnels des marchés financiers exclusivement par l'intermédiaire des produits du London Stock Exchange Group (« LSEG »).

Publications mondiales

Le secteur Publications mondiales fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

La société présente aussi de l'information sur la catégorie Charges liées au siège social, qui comprend les charges liées aux fonctions générales et qui ne satisfait pas aux critères de présentation de l'information sectorielle.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Produits des activités ordinaires				
Professionnels du droit	727	705	1 448	1 419
Grandes sociétés	442	392	949	827
Fiscalité et comptabilité	250	229	578	511
Reuters News	205	194	415	369
Publications mondiales	123	133	247	271
Éliminations/arrondissement	(7)	(6)	(12)	(12)
Produits des activités ordinaires	1 740	1 647	3 625	3 385
BALIA ajusté				
Professionnels du droit	327	345	669	663
Grandes sociétés	163	163	356	317
Fiscalité et comptabilité	91	89	272	238
Reuters News	51	45	111	74
Publications mondiales	43	53	90	103
Total du BALIA ajusté des secteurs à présenter	675	695	1 498	1 395
Charges liées au siège social	(29)	(33)	(46)	(56)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	4	(5)	2	(18)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(29)	(29)	(57)	(59)
Dotation aux amortissements des logiciels	(154)	(127)	(307)	(245)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(23)	(23)	(48)	(48)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	(29)	347	(70)	364
Bénéfice d'exploitation	415	825	972	1 333
Charge d'intérêts, montant net	(36)	(34)	(76)	(89)
Autres produits (charges) financiers	2	(102)	24	(192)
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	61	419	53	989
Produit (charge) d'impôt	402	(219)	335	(415)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	844	889	1 308	1 626

1) Comprend un montant de 2 M\$ (4 M\$ en 2023) et de 6 M\$ (13 M\$ en 2023) pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, respectivement, au titre des produits différés acquis.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, les produits de Reuters News comprenaient un montant de 7 M\$ (6 M\$ en 2023) et de 12 M\$ (12 M\$ en 2023), respectivement, se rapportant principalement aux services liés au contenu qu'il a fournis aux secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité.

Conformément à IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Ces mesures sont définies ci-dessous et peuvent ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BAIIA ajusté sectoriel

- Le BAIIA ajusté sectoriel correspond au bénéfice ou à la perte lié aux activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits et pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les éléments liés au siège social et les ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.
- Nous attribuons à chaque secteur, selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables, une partie des coûts des services de soutien centralisés, comme ceux liés à la technologie, au service à la clientèle, aux politiques commerciales, à la gestion des installations et à l'élaboration de produits et de contenus. De plus, les coûts des produits sont attribués lorsqu'un secteur vend des produits gérés par un autre secteur.

Note 4 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, les produits des activités ordinaires de la société d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout dans le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés aux premier et quatrième trimestres.

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente les composantes des charges d'exploitation.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Salaires, commissions et indemnités	601	565	1 171	1 152
Paiements fondés sur des actions	23	18	42	43
Avantages postérieurs à l'emploi	31	28	62	57
Total des frais de personnel	655	611	1 275	1 252
Biens et services ¹⁾	353	295	726	637
Contenu	69	64	140	133
Télécommunications	10	9	19	19
Installations	9	10	19	18
Ajustements de juste valeur ²⁾	(6)	1	(8)	5
Total des charges d'exploitation	1 090	990	2 171	2 064

1) Comprennent les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils et d'externalisation, le coût de la sous-traitance, les frais de vente et de commercialisation et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change.

Note 6 : Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net

Le montant net des autres pertes d'exploitation s'est établi à 29 M\$ et à 70 M\$, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, respectivement. Les résultats des deux périodes tiennent compte de la perte de valeur d'un placement comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, qui reflète une baisse de la valeur de son avoir immobilier commercial. Le semestre clos le 30 juin 2024 comprend également des coûts de transactions liées aux acquisitions et des coûts se rapportant à la provision liée aux questions juridiques.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2023, le montant net des autres profits d'exploitation s'est établi à 347 M\$ et à 364 M\$, respectivement. Les résultats des deux périodes tiennent compte d'un profit de 347 M\$ à la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite de la société. Les résultats du semestre clos le 30 juin 2023 tiennent également compte d'un profit de 23 M\$ à la vente d'une filiale canadienne entièrement détenue à une société affiliée à The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), le principal actionnaire de la société.

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges (produits) financiers comme l'indique le tableau suivant.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Charge d'intérêts				
Dette	36	49	76	101
Instruments financiers dérivés – activités de couverture	-	(1)	-	(1)
Autres, montant net	7	4	9	9
Pertes (profits) sur la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie, transfert depuis les capitaux propres	12	(23)	39	(25)
(Profits) pertes de change sur la dette, montant net	(12)	23	(39)	25
Charge d'intérêts, montant net - dette et autres	43	52	85	109
Charge d'intérêts, montant net - contrats de location	4	2	7	4
Charge d'intérêts, montant net - régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	6	6	12	12
Produit d'intérêts	(17)	(26)	(28)	(36)
Charge d'intérêts, montant net	36	34	76	89

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
(Profits) pertes nets attribuables aux variations des cours de change	(5)	36	(31)	59
Pertes nettes sur instruments dérivés	3	66	2	135
Autres	-	-	5	(2)
Autres (produits) charges financiers	(2)	102	(24)	192

Le montant net des (profits) pertes attribuables aux variations des cours de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Le montant net des pertes sur les instruments dérivés se rapporte à des contrats de change conçus pour réduire le risque de change sur une partie du placement indirect de la société dans LSEG, qui était libellé en livres sterling. En mai 2024, la société a réglé ses contrats de change restants dans le cadre de la vente du reste de ses actions de LSEG (se reporter aux notes 8 et 11).

Note 8 : Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Le tableau suivant présente les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telles qu'elles sont présentées à l'état consolidé de la situation financière.

	30 juin	31 décembre
	2024	2023
YPL ¹⁾	30	1 798
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	200	232
Total des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	230	2 030

1) Le solde au 30 juin 2024 représente les liquidités non distribuées provenant de la vente du reste des actions de LSEG.

En mai 2024, LSEG a accepté de modifier les modalités des dispositions contractuelles de blocage convenues antérieurement entre LSEG et le consortium de Blackstone et les entités de Thomson Reuters qui détiennent les actions de LSEG. Les modifications permettaient à la société de vendre le reste des actions de LSEG qu'elle détenait indirectement par le truchement de sa participation directe dans York Parent Limited et ses filiales (« YPL ») au deuxième trimestre de 2024. YPL est une entité détenue conjointement par la société et le consortium de Blackstone (composé de Blackstone Group et de ses filiales et des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone).

La participation dans LSEG a été comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG étaient détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle la société exerçait une influence notable. Comme YPL ne détenait qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties avaient l'intention de vendre au fil du temps, et ne participait pas à l'exploitation de LSEG, la participation dans les actions de LSEG détenue par YPL a été comptabilisée à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. Le placement dans LSEG étant libellé en livres sterling, la société a conclu une série de contrats de change pour atténuer le risque de change à l'égard de son placement. La société a réglé les contrats de change restants dans le cadre de la vente d'actions de LSEG de mai 2024 (se reporter à la note 11).

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, la société a vendu 5,9 millions d'actions de LSEG et en a tiré un produit brut de 0,6 G\$, déduction faite d'un paiement de 33 M\$ pour régler ses contrats de change restants. Au cours du semestre clos le 30 juin 2024, la société a vendu 16,0 millions d'actions de LSEG, dont 2,6 millions d'actions visées par des options d'achat, et en a tiré un produit brut de 1,9 G\$, dont une tranche de 24 M\$ reçue par suite du règlement de contrats de change et une tranche de 58 M\$ par suite du règlement, en 2024, des actions vendues en 2023. De ce montant, une tranche de 1,8 G\$ a été reçue sous forme de dividendes de YPL.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2023, la société a vendu 15,6 millions d'actions de LSEG qu'elle détenait indirectement et a touché un produit brut de 1,6 G\$, dont une tranche de 28 M\$ se rapportait au règlement de contrats de change. Au cours du semestre clos le 30 juin 2023, la société a vendu 40,1 millions d'actions de LSEG qu'elle détenait indirectement et a touché un produit brut de 3,9 G\$, dont une tranche de 124 M\$ se rapportait au règlement de contrats de change. De ce montant, une tranche de 3,8 G\$ a été reçue sous forme de dividendes de YPL.

Ces montants ont été constatés comme une diminution de la valeur de la participation de la société (à l'exception des montants liés au règlement des contrats de change) et comptabilisés dans les activités d'investissement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

La quote-part de la société du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telle qu'elle est présentée à l'état consolidé du résultat net, se compose de ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
YPL	68	421	68	995
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(7)	(2)	(15)	(6)
Total de la quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	61	419	53	989

La quote-part de la société du bénéfice après impôt de sa participation dans YPL se compose de ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
(Diminution) augmentation du cours de l'action de LSEG	(36)	220	(86)	692
Profits (pertes) de change sur les actions de LSEG	3	113	(3)	278
Dividendes	6	45	6	45
Perte sur contrat à terme	-	-	-	(77)
Profit sur options d'achat	-	-	22	-
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres ¹⁾	95	43	129	57
YPL - Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	68	421	68	995

1) Représentent les produits découlant de la comptabilisation du reste de l'incidence cumulative des opérations sur capitaux propres exclues de la participation de la société dans YPL.

Le tableau suivant présente un sommaire de l'information financière pour 100 % de YPL.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Valeur de marché des actions de LSEG	(136)	955	(394)	2 496
Dividendes	32	112	32	112
Perte sur contrat à terme	-	-	-	(179)
Profit sur options d'achat	18	-	92	-
(Perte) bénéfice net	(86)	1 067	(270)	2 429
Résultat global	(86)	1 067	(270)	2 429

Se reporter à la note 19 pour en savoir davantage sur les transactions entre parties liées en lien avec YPL.

Note 9 : Imposition

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, le produit d'impôt s'est respectivement élevé à 402 M\$ et à 335 M\$, en raison d'un produit d'impôt de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à de nouvelles lois fiscales promulguées au Canada, qui ont eu pour effet de réduire la capacité de la société à déduire la charge d'intérêts de ses revenus imposables au Canada, augmentant ainsi le bénéfice imposable au Canada, de sorte que la société s'attend maintenant à utiliser les pertes fiscales reportées en avant et d'autres avantages fiscaux, qu'elle n'avait pas comptabilisés auparavant à titre d'actif d'impôt différé.

En janvier 2024, la société a commencé à comptabiliser la charge d'impôt liée au « modèle de règles du Pilier 2 » publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques et en vigueur dans les principaux territoires où la société exerce ses activités. Ces règles visent à assujettir les grandes entreprises multinationales à un taux d'imposition minimal dans chacun des territoires où elles exercent leurs activités. De façon générale, les règles du modèle du Pilier 2 appliquent un système d'impôt complémentaire afin de porter le taux d'imposition effectif de l'entreprise dans chacun des territoires à au moins 15 %. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, le produit d'impôt sur le résultat comprenait un montant de 5 M\$ et de 7 M\$, respectivement, en charge d'impôt complémentaire, attribuable aux bénéfices réalisés par la société en Suisse.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2023, la charge d'impôt s'est élevée à 219 M\$, ce qui tenait compte d'une charge d'impôt de 97 M\$ liée à la quote-part revenant à la société du bénéfice des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Pour le semestre clos le 30 juin 2023, la charge d'impôt s'est élevée à 415 M\$, ce qui tenait compte d'une charge d'impôt de 233 M\$ liée à la quote-part revenant à la société du bénéfice des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Pour les deux périodes de 2023, des charges de 78 M\$ au titre de la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite ainsi que des produits de 24 M\$ se rapportant au règlement d'un contrôle fiscal ont été comptabilisés.

En outre, le produit ou la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif du produit ou de la charge d'impôt pour l'exercice complet.

Note 10 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le bénéfice utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action lié aux activités poursuivies est présenté ci-après.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	841	894	1 322	1 650
Moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(2)	(2)	(3)	(3)
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action	839	892	1 319	1 647
Moins la perte (le bénéfice) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	3	(5)	(11)	(24)
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat par action lié aux activités poursuivies	842	887	1 308	1 623

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	450 225 673	469 605 944	451 105 234	471 344 081
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	138 688	150 924	139 131	151 829
Nombre pour le résultat de base	450 364 361	469 756 868	451 244 365	471 495 910
Incidence des options sur actions et des UANRT	547 152	625 732	642 293	1 013 120
Nombre pour le résultat dilué	450 911 513	470 382 600	451 886 658	472 509 030

Note 11 : Instruments financiers**Actifs et passifs financiers**

Le tableau suivant détaille les actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière.

30 juin 2024	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	341	1 341	-	-	1 682
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 093	-	-	-	1 093
Autres actifs financiers courants	8	9	-	-	17
Autres actifs financiers non courants	14	257	117	31	419
Dette courante	(1 264)	-	-	-	(1 264)
Dettes fournisseurs (note 13)	(222)	-	-	-	(222)
Charges à payer (note 13)	(654)	-	-	-	(654)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	(65)	(23)	-	-	(88)
Dette à long terme	(1 846)	-	-	-	(1 846)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(223)	(24)	-	-	(247)
Total	(2 818)	1 560	117	31	(1 110)

31 décembre 2023	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	392	906	-	-	1 298
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 122	-	-	-	1 122
Autres actifs financiers courants	8	58	-	-	66
Autres actifs financiers non courants	18	263	98	65	444
Dette courante	(372)	-	-	-	(372)
Dettes fournisseurs (note 13)	(181)	-	-	-	(181)
Charges à payer (note 13)	(798)	-	-	-	(798)
Autres passifs financiers courants ^{1), 3)}	(463)	(44)	-	-	(507)
Dette à long terme	(2 905)	-	-	-	(2 905)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(227)	(10)	-	-	(237)
Total	(3 406)	1 173	98	65	(2 070)

1) Comprennent des obligations locatives de 58 M\$ (56 M\$ en 2023).

2) Comprennent des obligations locatives de 207 M\$ (209 M\$ en 2023).

3) Comprenaient un engagement d'un montant maximal de 400 M\$ lié au régime prédéfini établi par la société avec son courtier afin de racheter les actions de la société pendant ses propres périodes d'interdiction d'opérations (se reporter à la note 15).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes respectives de 100 M\$ au 30 juin 2024 et au 31 décembre 2023 étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Programme de papier commercial

Le programme de papier commercial de 2,0 G\$ de la société lui fournit un financement efficace et flexible à court terme. La société n'avait aucun papier commercial en cours au 30 juin 2024 (130 M\$ au 31 décembre 2023).

Facilité de crédit

La société a conclu une convention de facilité de crédit consortiale d'un montant de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de son programme de papier commercial). Au 30 juin 2024 et au 31 décembre 2023, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux de financement à un jour garanti (Secured Overnight Financing Rate ou « SOFR ») à terme, du taux interbancaire offert en euros (l'« EURIBOR ») ou du taux Simple Sterling Overnight Index Average (« SONIA »), majoré de 102,5 points de base. La société peut demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à un montant maximal de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La société garantit les emprunts de ses filiales aux termes de la facilité de crédit. La société est également tenue de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établi le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit) d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si la société réalisait une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, elle pourrait choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour chacun des trois trimestres de l'exercice suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 juin 2024, la société respectait cette clause restrictive puisque son ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de sa facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,5 pour 1.

Contrats de change

La société avait précédemment conclu des contrats de change conçus pour réduire le risque de change à l'égard d'une partie de son ancien placement indirect dans LSEG, qui était libellé en livres sterling. Ces instruments n'étaient pas liés aux fluctuations du cours de l'action de LSEG. En mai 2024, la société a réglé les contrats de change restants dans le cadre de la vente du reste de ses actions de LSEG (se reporter à la note 8).

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, la société a réglé des contrats de change d'un notionnel de 300 M£ (349 M\$) pour des paiements nets de 33 M\$ dans le cadre de la vente de 5,9 millions d'actions de LSEG. Au cours du semestre clos le 30 juin 2024, la société a réglé des contrats de change d'un notionnel de 1,2 G£ (1,6 G\$) pour un produit net de 24 M\$ dans le cadre de la vente de 16,0 millions d'actions de LSEG.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2023, la société a réglé des contrats de change d'un notionnel de 1,2 G£ (1,6 G\$) pour un produit net de 28 M\$ dans le cadre de la vente de 15,3 millions d'actions de LSEG. Au cours du semestre clos le 30 juin 2023, la société a réglé des contrats de change d'un notionnel de 2,2 G£ (2,9 G\$) pour un produit net de 124 M\$ dans le cadre de la vente de 28,9 millions d'actions de LSEG.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2024, des pertes de 3 M\$ et de 2 M\$, respectivement (pertes de 66 M\$ et de 135 M\$ en 2023), ont été inscrites au poste « Autres produits (charges) financiers » de l'état consolidé du résultat net (se reporter à la note 7) relativement à ces contrats de change par suite des fluctuations du taux de change entre le dollar américain et la livre sterling.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation, ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés connexes est présentée ci-après.

Dette et instruments dérivés connexes*Valeur comptable*

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeur comptable ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette courante » ou « Dette à long terme », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Le tableau suivant résume la dette et les instruments dérivés connexes couvrant les flux de trésorerie de cette dette.

	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés
30 juin 2024				
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	1 022	(31)	999	(31)
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	242	-	241	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	499	-	482	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	-	92	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	336	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	396	-	399	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	493	-	499	-
Total	3 110	(31)	3 048	(31)
Partie courante	1 264	(31)		
Partie non courante	1 846	-		

	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés
31 décembre 2023				
Papier commercial	130	-	130	-
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	1 060	(65)	1 026	(65)
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	242	-	239	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	499	-	482	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	-	95	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	346	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	396	-	415	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	492	-	519	-
Total	3 277	(65)	3 252	(65)
Partie courante	372	-		
Partie non courante	2 905	(65)		

1) Les billets ont été remboursés en partie en octobre 2018.

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 - prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 - données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 - données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Le tableau suivant indique les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière.

30 juin 2024				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire	-	1 341	-	1 341
Autres créances ¹⁾	-	-	266	266
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	1 341	266	1 607
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²⁾	36	-	81	117
Dérivés utilisés à des fins de couverture ³⁾	-	31	-	31
Total des actifs	36	1 372	347	1 755
Passifs				
Contrepartie éventuelle ⁴⁾	-	-	(47)	(47)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	-	(47)	(47)
Total des passifs	-	-	(47)	(47)
31 décembre 2023				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire	-	906	-	906
Autres créances ¹⁾	-	-	263	263
Contrats de change ⁵⁾	-	58	-	58
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	964	263	1 227
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²⁾	33	-	65	98
Dérivés utilisés à des fins de couverture ³⁾	-	65	-	65
Total des actifs	33	1 029	328	1 390
Passifs				
Contrats de change ⁵⁾	-	(32)	-	(32)
Contrepartie éventuelle ⁴⁾	-	-	(22)	(22)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(32)	(22)	(54)
Total des passifs	-	(32)	(22)	(54)

1) Créances aux termes des ententes d'indemnisation (se reporter à la note 18).

2) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.

3) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.

4) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu par contrat au moment de l'acquisition et à l'achat d'actions auprès des actionnaires minoritaires d'une filiale.

5) Se rapportent à la gestion du risque de change à l'égard d'une partie de l'ancien placement indirect de la société dans LSEG.

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour le semestre clos le 30 juin 2024.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations propres à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument se classe au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- Des prix cotés sur un marché ou par un courtier pour des instruments similaires sont utilisés;
- La juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises et des contrats de change correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables;
- La juste valeur des autres créances tient compte des flux de trésorerie futurs estimatifs, des taux d'intérêt en vigueur sur le marché et du risque de non-exécution;
- La juste valeur de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs.

Note 12 : Autres actifs non courants

	30 juin 2024	31 décembre 2023
Excédents nets des régimes à prestations définies	41	45
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	363	354
Commissions différées	100	108
Autres actifs non courants ¹⁾	116	111
Total des autres actifs non courants	620	618

1) Comprennent un impôt à recevoir de la HM Revenue & Customs (la « HMRC ») de 90 M\$ au 30 juin 2024 et de 91 M\$ au 31 décembre 2023, respectivement (se reporter à la note 18).

Note 13 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

	30 juin 2024	31 décembre 2023
Dettes fournisseurs	222	181
Charges à payer	654	798
Provisions	98	92
Autres passifs courants	53	43
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	1 027	1 114

Note 14 : Provisions et autres passifs non courants

	30 juin 2024	31 décembre 2023
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies	524	535
Rémunération et intéressement du personnel différés	75	74
Provisions	73	71
Autres passifs non courants	6	12
Total des provisions et autres passifs non courants	678	692

Note 15 : Capital-actions

Rachats d'actions - Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »)

À l'occasion, la société rachète des actions (et les annule ultérieurement) conformément à sa stratégie en matière de gestion du capital. Le 1^{er} novembre 2023, la société a annoncé son intention de racheter un montant maximal de 1,0 G\$ d'actions ordinaires. En mai 2024, la société a exécuté le rachat. Nos rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Dans le cadre du régime de rachat, les actions ont été rachetées aux termes d'une offre de rachat renouvelée, qui a été approuvée par la TSX et est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2023. Aux termes de l'offre de rachat renouvelée, jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires peuvent être rachetées entre le 3 novembre 2023 et le 2 novembre 2024. La société peut racheter des actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés ou de contrats de régime de rachat d'actions si, dans l'avenir, la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

Le tableau suivant détaille les rachats d'actions.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	287	-	639	718
Nombre d'actions rachetées (en millions)	1,8	-	4,1	6,0
Rachats d'actions - prix moyen par action en dollars américains	161,32 \$	-	156,92 \$	120,10 \$

Les décisions concernant les rachats futurs dépendront de certains facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. La société peut choisir de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si la société ne possède pas de renseignements significatifs la concernant ou concernant ses titres que le public ignorerait, elle peut établir un programme prédéfini avec son courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles elle n'est normalement pas active sur les marchés en raison de ses propres périodes d'interdiction d'opérations, de ses propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout régime établi avec le courtier de la société sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée. La société a conclu un régime de ce genre avec son courtier le 28 décembre 2023. Par conséquent, la société a inscrit un passif de 400 M\$ au poste « Autres passifs financiers » des passifs courants au 31 décembre 2023, ainsi qu'un montant correspondant dans les capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière. Ce passif a été réglé au moyen de l'achat d'actions en 2024.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes.

Le tableau suivant détaille les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,54 \$	0,49 \$	1,08 \$	0,98 \$
Dividendes déclarés	243	230	487	462
Dividendes réinvestis	(8)	-	(15)	(8)
Dividendes versés	235	230	472	454

Note 16 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau suivant détaille les composantes du poste « Autres » de la section sur les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation du tableau consolidé des flux de trésorerie.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	36	37	70	75
(Profits) pertes nets de change et sur instruments financiers dérivés	(2)	102	(25)	193
Ajustements de juste valeur (note 5)	(6)	1	(8)	5
Autres	42	6	80	4
	70	146	117	277

Le tableau suivant détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments ».

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Créances clients et autres créances d'exploitation	(57)	(59)	44	31
Charges payées d'avance et autres actifs courants	(14)	10	(11)	34
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	87	21	(187)	(349)
Produits différés	96	99	20	52
Impôt sur le résultat ¹⁾	94	185	214	426
Autres	(17)	(16)	(34)	(34)
	189	240	46	160

1) Les résultats des périodes tiennent compte du passif d'impôt exigible comptabilisé sur la vente des actions de LSEG (se reporter à la note 8), dont les paiements d'impôt sont inclus dans les activités d'investissement.

Le tableau suivant détaille les composantes de l'impôt payé.

	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Activités d'exploitation – activités poursuivies	(49)	(25)	(146)	(107)
Activités d'investissement – activités poursuivies	(121)	(252)	(137)	(270)
Activités d'investissement – activités abandonnées	-	(1)	-	(1)
Total de l'impôt payé	(170)	(278)	(283)	(378)

Note 17 : Acquisitions

Les acquisitions ont visé l'achat de la totalité des participations des entreprises acquises. Les acquisitions sont intégrées aux activités actuelles de la société afin d'élargir son offre de produits et services aux clients et d'accroître sa présence sur les marchés internationaux. Les résultats des entreprises acquises sont comptabilisés dans les états financiers consolidés depuis leur date d'acquisition. Les acquisitions comprennent également les placements dans des entités dans lesquelles la société ne détient pas une participation donnant le contrôle ainsi que l'acquisition d'actifs.

Activités d'acquisition

Le tableau suivant présente le nombre d'acquisitions réalisées et la contrepartie connexe pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2024 et 2023.

Nombre de transactions	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Entreprises acquises	-	-	2	1
Participations dans des entreprises	2	4	4	5
Acquisitions d'actifs	1	-	1	-
	3	4	7	6

Contrepartie totale	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Entreprises acquises ¹⁾	-	-	450	513
Moins la trésorerie acquise	-	-	(24)	(25)
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	-	-	426	488
Participations dans des entreprises	3	33	9	35
Acquisitions d'actifs	15	-	15	-
Paiements au titre des contreparties différées et éventuelles	1	-	5	-
	19	33	455	523

1) Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, la société a acheté le reste des actions de Pagero auprès de participations ne donnant pas le contrôle.

Le tableau suivant décrit brièvement les acquisitions les plus importantes réalisées au cours des semestres clos les 30 juin 2024 et 2023.

Date	Société	Secteurs acquéreurs	Description
Janvier 2024	Pagero Group AB (publ) (« Pagero »)	Grandes sociétés	Entreprise qui est un chef de file mondial des solutions de facturation électronique et d'impôt indirect, qu'elle fournit par l'entremise de son réseau Smart Business Network
Janvier 2024	World Business Media Limited	Reuters News	Fournisseur multiplateforme de contenu éditorial par abonnement pour le secteur mondial de l'assurance et de la réassurance dommages et risques de spécialités
Janvier 2023	SurePrep LLC	Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité	Fournisseur de logiciels et de services d'automatisation fiscale

Les actifs nets acquis se détaillaient comme suit :

			30 juin	30 juin
			2024	2023
	Pagero	Autres	Total	SurePrep
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22	2	24	25
Créances clients	25	3	28	8
Charges payées d'avance et autres actifs courants	6	-	6	3
Actifs courants	53	5	58	36
Immobilisations corporelles	9	-	9	2
Logiciels	288	-	288	180
Autres immobilisations incorporelles identifiables	35	19	54	13
Autres actifs non courants	4	-	4	1
Total de l'actif	389	24	413	232
Dettes d'exploitation et charges à payer	(44)	(1)	(45)	(5)
Passif d'impôt exigible	(4)	(1)	(5)	-
Produits différés	(14)	(5)	(19)	(47)
Autres passifs financiers	(2)	(6)	(8)	-
Passifs courants	(64)	(13)	(77)	(52)
Dette à long terme	(48)	-	(48)	-
Provisions et autres passifs non courants	(3)	-	(3)	(1)
Autres passifs financiers	(14)	(11)	(25)	-
Passifs d'impôt différé	(38)	(5)	(43)	(9)
Total du passif	(167)	(29)	(196)	(62)
Actifs nets acquis	222	(5)	217	170
Goodwill	575	46	621	343
Participations ne donnant pas le contrôle	(388)	-	(388)	-
Total	409	41	450	513
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	387	39	426	488

L'excédent du prix d'acquisition sur les actifs nets acquis a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies et la valeur des ressources humaines obtenues dans le cadre des acquisitions. La majeure partie du goodwill lié aux acquisitions réalisées au cours du semestre clos le 30 juin 2024 ne devrait pas être déductible aux fins de l'impôt. La majeure partie du goodwill lié à l'acquisition réalisée au cours du semestre clos le 30 juin 2023 devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Répartition du prix d'acquisition

La répartition du prix de certaines acquisitions pourrait être ajustée par suite de l'achèvement des évaluations définitives.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, la société a comptabilisé des ajustements de période d'évaluation liés à l'acquisition de Pagero, qui comprenaient essentiellement une diminution des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables de 14 M\$ et de 7 M\$, respectivement, et une augmentation du goodwill de 18 M\$.

Pagero

En janvier 2024, la société a fait l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans Pagero dans le cadre d'une offre publique de rachat. Par la suite, la société a acheté la participation restante auprès d'actionnaires minoritaires. Au 30 juin 2024, la société détenait une participation de 100 % dans Pagero.

La participation ne donnant pas le contrôle a été évaluée à la juste valeur, selon le prix de rachat de 50 SEK par action, à la date de l'acquisition et comptabilisée dans les capitaux propres. Après la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été ajustée en fonction de sa quote-part des variations des capitaux propres. Après que la société a obtenu le contrôle de Pagero, les rachats du reste des actions effectués auprès des détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle ont réduit les capitaux propres et ont été présentés dans les activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Autres

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation qu'ont enregistrés les entreprises acquises n'ont pas été significatifs par rapport aux résultats d'exploitation de la société.

Note 18 : Éventualités**Actions et réclamations en justice**

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, les questions de protection des renseignements personnels et des données, les questions liées à la diffamation et à la violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. L'issue des litiges est difficile à prévoir avec certitude en raison de divers facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, la nature préliminaire de certaines réclamations, l'incertitude concernant les hypothèses et les demandes relatives aux préjudices allégués, un dossier factuel incomplet, l'incertitude concernant les principes juridiques et les procédures judiciaires et leur résolution par les tribunaux, que ce soit en première instance ou en appel, de même que la nature imprévisible des parties adverses. À la lumière des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, la société calcule la valeur attendue afin de déterminer le montant de ses provisions. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Avant le 31 décembre 2023, la société a payé des impôts de 430 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition produits par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, qui collectivement se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines des filiales actuelles et des anciennes filiales de la société au Royaume-Uni. La société n'estime pas que ces filiales actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés. Parce que la société est d'avis que sa position est justifiée par la loi, elle compte la défendre vigoureusement et continuera de contester ces avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à sa disposition. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que la société a vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles la société a été tenue de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

La société ne pense pas que la résolution de ces questions aura une incidence significative défavorable sur sa situation financière dans son ensemble. Les paiements effectués par la société ne reflètent pas sa position quant au bien-fondé de la question. Puisque la société s'attend à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés en vertu de ces avis d'imposition, elle prévoit continuer de comptabiliser la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans ses états financiers.

Garanties

La société détient une participation dans 3XSQ Associates, entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3, Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. Thomson Reuters et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants du capital des emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. Thomson Reuters et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et solidaires, Thomson Reuters et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. La société estime que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur la capacité de la société à emprunter des fonds aux termes de sa facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Note 19 : Transactions entre parties liées

Au 30 juin 2024, l'actionnaire principal de la société, Woodbridge, détenait en propriété réelle environ 70 % des actions ordinaires de la société.

Transactions avec YPL

Au cours du semestre clos le 30 juin 2024, la société a reçu des dividendes d'un montant de 1,8 G\$ de YPL liés à la vente du reste des actions de LSEG détenues indirectement par la société. Se reporter à la note 8 pour un complément d'information sur ces transactions.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier semestre de 2024. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » de la note 32 des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, lesquels sont inclus dans le rapport annuel 2023 de la société, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.